

Pour la CGT, l'eau et l'assainissement doivent relever du service public !

L'eau est un bien vital, fondamental, social, et un patrimoine commun à tous les êtres humains.

Cette ressource unique ne peut être remplacée par aucune autre. Elle est aussi indispensable que l'air à la vie et elle participe à l'équilibre écologique, au maintien de l'environnement naturel, de sa diversité et de sa qualité. Aussi la politique de l'eau et de l'assainissement doit s'inscrire dans une approche de développement durable qui permette que cette ressource réponde aux besoins actuels des populations et soit préservée pour assurer ceux des générations futures.

Cette politique doit revêtir une dimension internationale. Que cela soit en France, en Europe ou dans le monde, beaucoup d'êtres humains n'ont pas accès à cette ressource vitale.

Aussi, nous soutenons la conception des Nations Unies reconnaissant le droit universel pour un accès à une eau potable et buvable en quantité suffisante, et à l'assainissement.

L'eau n'est pas une marchandise ! La recherche de profits sur cette ressource doit être combattue, qu'elle soit publique ou privé !

L'Union européenne ne doit plus soumettre ces activités aux règles du marché intérieur et à la libéralisation des services, faisant le jeu des groupes privés.

Pour la CGT, la politique de l'eau doit reposer sur des principes fondamentaux :

1. affirmer que l'eau n'est pas une marchandise ;
2. établir l'eau comme un bien commun universel, accessible de droit en quantité et qualité à chaque être humain ;
3. affirmer que l'eau relève du domaine public dans le cadre d'un service public national de l'eau et de l'assainissement garantissant le droit à l'eau, à tous les citoyens ;
4. organiser la planification de la gestion des ressources et des usages pour tenir les objectifs de bonne qualité écologique des eaux et de reconquête des milieux aquatiques ;
5. promouvoir et favoriser l'intervention démocratique participative des citoyens et des salariés, associée à la transparence dans la gestion de l'eau, et par la réforme des instances de gouvernance de tous niveaux associant tous les intervenants avec une participation équilibrée ;
6. promouvoir et si nécessaire imposer les solutions et procédés de maîtrise des consommations, de prévention des rejets et de dépollution des eaux en dernier ressort ;
7. agir pour la préservation de l'eau et de sa ressource, en sanctionnant et responsabilisant fortement les pollueurs, et en interdisant l'utilisation de produits ou procédés risquant de polluer ce bien commun.

L'universalité de ces principes confère de fait à cette politique une portée internationale pour l'action de la France en Europe et dans le monde.

L'EAU et L'ASSAINISSEMENT sont un DROIT HUMAIN !

L'EAU est un BIEN PUBLIC, PAS une MARCHANDISE !

Nous vous appelons à signer massivement la pétition à l'initiative de la Fédération syndicale européenne des Services publics, pour le droit à l'eau et à l'assainissement

www.right2water.eu/fr



Signez!

L'initiative citoyenne européenne

L'EAU et L'ASSAINISSEMENT sont un DROIT HUMAIN !

Tous les citoyens ont droit à une eau potable et salubre et à un assainissement de qualité. Nous demandons à l'Union européenne de garantir ces droits humains en affichant l'approvisionnement en eau et l'assainissement comme des services publics essentiels pour tous. Ces droits doivent être appliqués.

L'Union européenne doit fixer des objectifs contraignants à tous les États membres pour aboutir à une couverture de 100 % en Europe. Nous pensons que l'Union européenne doit également faire davantage d'efforts pour parvenir à un accès universel à l'eau et à l'assainissement en dehors de ses frontières. Des millions de personnes sont toujours privées de ces services.

Nos objectifs :

1. Des services d'eau et d'assainissement garantis pour tous en Europe.
2. Pas de libéralisation des services de l'eau.
3. Un accès universel (mondial) à l'eau et à l'assainissement.

Cette campagne est un outil permettant de s'engager en faveur du droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement. Cet outil a pour but de faire évoluer la mentalité qui prévaut au sein de la Commission européenne, d'une démarche fondée sur le marché vers une approche basée sur les droits et centrée sur la notion de service public. L'objectif de cette initiative est de parvenir à un accès universel (mondial) à l'eau et à l'assainissement et de sauvegarder les ressources publiques limitées en eau pour les générations futures.

L'eau, un droit humain - Cilvēkam ir tiesības lietot ūdeni - Водата – основно човешко право - A víz emberi jog - apa este un drept al omului - Voda je lidské právo - Voda je l'udské právo - Voda je ljudsko pravo - Vatten är en mänsklig rättighet - Wasser ist ein Menschenrecht - Water is een mensenrecht - El agua es un derecho humano - A água é um direito humano - l'acqua è un diritto umano - vesi on perusoikeus - prawo do wody prawem człowieka - Vand er en menneskeret - Το νερό είναι ανθρώπινο δικαίωμα - Vesi on osa inimõigustest Eestis - Vanduo yra žmogaus teisė - ceart le uisce - voda je človekova pravica - Право на воду – право человека - Su bir insan hakkıdır L-ILMA huwa dritt tal-bniedem

www.right2water.eu